

Etablissement support du GHT  
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

### **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

**Procédure N° 2025GHT02**

**TRANSPORT DE PERSONNES MINEURES AUTISTES  
POUR LE CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER – RELANCE LOT 2 : TRANSPORT  
DE 7 ENFANTS DE LEUR DOMICILE VERS L'ECOLE MATERNELLE JEAN ROSTAND A  
RENNES (35)**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DU MARCHÉ .....</b>	<b>2</b>
1.1 - Objet du marché.....	2
1.2 - Etendue – Décomposition en lots.....	2
1.3 - Cadre réglementaire.....	2
<b>ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES DES PRESTATIONS.....</b>	<b>2</b>
2.1 - Contexte des prestations.....	3
2.2 - Objectifs des prestations.....	3
2.3 - Lieux d'exécution.....	3
2.4 - Horaires des prestations.....	3
<b>ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>3</b>
3.1 - Avant la rentrée scolaire.....	3
3.2 - Pendant l'année scolaire .....	4
<b>ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>5</b>
4.1 - Planification des prestations .....	5
4.2 - Les moyens matériels .....	5
4.3 - Les moyens humains.....	6
4.4 - Situations exceptionnelles.....	7
<b>ARTICLE 5 - SUIVI DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
5.1 - Contrôle des prestations par le CHGR .....	8
5.2 - Reporting du titulaire au CHGR .....	8

### ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DU MARCHÉ

#### 1.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet les prestations de transport de personnes mineures autistes de leur domicile vers l'école maternelle Jean Rostand à Rennes (35) pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier.

#### 1.2 - Etendue – Décomposition en lots

Il s'agit d'un marché public unique (pas de lot).

Les prestations de transport concernent 7 enfants, de leur domicile vers l'Ecole Maternelle Jean Rostand - Rue du Doyen Bouzat à RENNES (35)

#### 1.3 - Cadre réglementaire

Le titulaire se conformera obligatoirement, lors de l'exécution des prestations de transports, aux prescriptions définies dans le présent CCTP, aux normes françaises et européennes en vigueur. Pendant la durée du marché public, les titulaires respectent l'ensemble des règlements et décrets parus au Journal Officiel ou sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

Le titulaire veille notamment à respecter :

- Le code des transports,
- Le code de la route, notamment ses articles R. 221-1-1, R. 412-2 et R. 412-3 ;
- Le code du travail, notamment l'article L.4121-1, concernant l'obligation de sécurité de l'employeur vis-à-vis de ses employés et la vérification de la validité de leurs permis de conduire.

### ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES DES PRESTATIONS

## 2.1 - Contexte des prestations

Le Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) est un service médico-social géré par le Centre Hospitalier Guillaume Régnier et faisant partie du Pôle de pédopsychiatrie I02-I03-SESSAD.

L'Unité d'Enseignement Maternelle (UEM) est rattachée au SESSAD. L'UEM accueille 7 enfants âgés de 3 à 6 ans. Chaque année, des enfants sortent du dispositif.

Les nouvelles admissions se réalisent généralement pour la rentrée de septembre avec des entretiens préalables en juin-juillet. Le diagnostic TSA est une des conditions d'admission. Le diagnostic de TSA est posé au plus tôt à 2 ans/ 2.5 ans. De ce fait, le SESSAD a connaissance du titulaire que quelques mois avant la rentrée scolaire.

Le titulaire a donc pour mission d'emmener les enfants de leur domicile à l'Unité d'Enseignement, tous les matins, et de les ramener à leur domicile tous les soirs.

La prestation de transport d'enfants autistes nécessite la mise en place d'une relation de confiance et de communication entre les différents acteurs (les familles, les enfants, le prestataire, le SESSAD, l'U.E.M).

## 2.2 - Objectifs des prestations

Les objectifs des prestations sont les suivants :

- Permettre aux enfants TSA de bénéficier d'une scolarité adaptée et spécifique, dans une école qui ne relève pas de leur secteur, et de se rendre aux horaires attendus sur le lieu de l'école tous les jours ;
- Assurer un transport de qualité en lien avec la situation de l'enfant, sachant s'adapter pour faire face aux imprévus liés au public accompagné ;
- Avoir une relation et une communication de qualité avec l'équipe et les familles et permettre aux enfants de se sentir en sécurité dans le transport.

## 2.3 - Lieux d'exécution

Les prestations sont effectuées entre le domicile des enfants et l'UEM :

- Domicile des enfants : les données sont précisées en annexe 1 du présent CCTP.
- Lieu de l'Unité d'Enseignement Maternelle (UEM)

L'adresse est la suivante : Ecole Maternelle Jean Rostand, Rue du Doyen Bouzat à RENNES.

## 2.4 - Horaires des prestations

Afin de préserver le bon déroulement de l'accueil des enfants, le conducteur accompagnateur doit les déposer à l'école dont ils dépendent entre 8h45 et 9h00 le matin.

Pour le retour à domicile, le conducteur accompagnateur doit récupérer les enfants comme suit :

Prise en charge à l'U.E.M de Jean Rostand, aux horaires suivants :

- 15h35 les lundi, jeudi et vendredi
- 13h00 le mardi
- 12h00 le mercredi

Le SESSAD s'engage à communiquer le calendrier au plus tard à la rentrée scolaire au mois de septembre.

# ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

## 3.1 - Avant la rentrée scolaire

Le titulaire est rapidement contacté la semaine suivant la notification du marché par téléphone par la cadre socio-éducative afin d'échanger sur les différentes modalités de mise en place des transports.

Les enfants accueillis peuvent, pour certains d'entre eux, avoir des difficultés avec la nouveauté. Quelques jours avant la rentrée scolaire, un temps d'échange entre les familles et les conducteurs accompagnateurs est donc organisé au domicile des familles de façon à établir un premier contact et faire connaissance.

### **3.2 - Pendant l'année scolaire**

#### *3.2.1 - Le trajet aller du domicile à l'école*

##### Au domicile des enfants

Le conducteur accompagnateur appelle les représentants légaux des enfants pour prévenir de son arrivée.

Les représentants légaux accompagnent l'enfant jusqu'au véhicule.

En cas de retard lui incombant, le conducteur accompagnateur prévient la famille par téléphone.

En cas de retard de l'enfant, les représentants légaux sont tenus de prévenir le conducteur accompagnateur. Si tel n'est pas le cas, la prestation est facturée au CHGR.

##### Aux écoles

Le conducteur accompagnateur appelle l'U.E.M de Jean Rostand pour prévenir de son arrivée. Des professionnels de l'équipe éducative le rejoignent pour accompagner **avec lui** les enfants jusque dans le hall de l'établissement.

#### *3.2.2 - Le trajet retour de l'école au domicile*

##### Aux écoles

Le conducteur accompagnateur attend les enfants devant l'entrée de l'école.

Les enfants sont accompagnés par les professionnels de l'équipe UEM jusqu'au véhicule (ils peuvent aider les conducteurs accompagnateurs à installer les enfants si cela est nécessaire).

En cas de retard, le conducteur accompagnateur doit prévenir l'équipe éducative de l'U.E.M.

En cas de retard de l'équipe éducative (sortie scolaire), cette-dernière prévient le conducteur accompagnateur.

##### Au domicile des enfants

Les représentants légaux de l'enfant viennent le chercher jusqu'au véhicule du titulaire.

En cas d'absence des représentants légaux, et présence d'une tierce personne au domicile, une autorisation des représentants légaux de l'enfant permettra au conducteur accompagnateur de confier ces derniers, après vérification de l'identité si nécessaire.

L'autorisation des représentants légaux, avec la liste des personnes autorisées à accueillir l'enfant, sera remplie et signée en début d'année par les représentants légaux. Il est possible de la modifier en cours d'année. Les listes sont ensuite transmises au prestataire dès le début du marché.

Si personne n'est présent au domicile de l'enfant, le conducteur accompagnateur appelle les représentants légaux. Si l'attente dépasse 10 minutes, et que d'autres enfants sont dans le véhicule, le conducteur accompagnateur garde l'enfant et continue son circuit. Les représentants légaux sont prévenus que leur enfant est déposé à la fin du circuit à leur domicile.

#### *3.2.3 - Modification des prestations*

Il arrive parfois que l'effectif de 7 enfants ne soit pas complet dans l'UEM le jour de la rentrée scolaire. Pour rappel, l'UEM a une capacité d'accueil de 7 places qui doivent toutes être pourvues. De ce fait une ou plusieurs admissions peuvent avoir lieu en cours d'année et à intégrer dans un des circuits. La cadre socio-éducative réalise chaque année un point avec les services économiques pour faire état de l'avancée des démarches.

Des changements d'horaires ou de circuits peuvent être demandés au cours de l'année pour diverses raisons :

- Déménagement,
- Pour raisons médicales, le temps d'accueil d'un enfant peut être diminué,
- Admission d'un enfant en cours d'année.

#### *3.2.4 - Suspension des prestations*

Les périodes de suspension de transports sont calées sur les vacances scolaires.

Le titulaire peut être informé d'une suspension temporaire du transport selon prescription médicale et/ou modification du fonctionnement de l'U.E.M.

Des journées pédagogiques sont également organisées ( $\pm 5$  / année scolaire) par les écoles (réunions entre enseignants).

Les enfants ne sont donc pas accueillis pendant ces journées. Le titulaire n'a pas à exécuter les prestations sur ces journées.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le Titulaire est tenu de se conformer aux textes législatifs et réglementaires applicables en matière de droit du Travail, et notamment aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

Au cas où le Titulaire s'avère dans l'incapacité d'assurer l'exécution correcte de la présente clause, le CHU de Rennes peut résilier le marché selon les conditions décrites à l'article 14.2.1 du CCAP.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat notamment en matière de ponctualité, de qualité et de sécurité de la prestation.

### **4.1 - Planification des prestations**

Le mémoire technique du titulaire détaille l'organisation de circuits de ramassage en respectant le descriptif des besoins prévisionnels précisé en annexe 1 du présent CCTP. Le mémoire technique du titulaire précise le plan des circuits proposés. En cas de modification des points de collecte en amont de la rentrée ou en cours d'année, comme précisé à l'article 3.2.3 du présent CCTP, le titulaire sera informé en amont dans un délai maximum de 10 jours des modifications à prendre en compte. Le cas échéant, les circuits seront redéfinis par le titulaire et soumis à l'accord du CHGR.

Le titulaire veille :

- à limiter le nombre d'enfants dans la voiture à 2 ou 3 maximum selon les indications de l'équipe du SESSAD,
- à faire une proposition cohérente de circuits au vu des adresses des enfants afin d'optimiser l'ensemble de la prestation,
- à ce que le trajet des enfants ait une durée raisonnable. Le CHGR préconise une durée maximum de 40 mn.

Le mémoire technique du titulaire fait apparaître impérativement :

- les différents circuits,
- le nombre de kms des circuits proposés,
- les véhicules utilisés : modèle, type de carburant, consommation,
- le forfait de prise en charge TTC.

### **4.2 - Les moyens matériels**

#### *4.2.1 Les véhicules*

Les transports sont exécutés dans des véhicules adaptés répondant aux normes actuelles en matière de confort et de sécurité. Le prestataire effectue leur entretien régulièrement en respectant la réglementation et les normes constructeurs.

Le titulaire est tenu de présenter des véhicules adaptés destinés au circuit de transport en fournissant la fiche technique de chacun d'entre eux. Les immatriculations de chacun des véhicules utilisés doivent être communiquées au CHGR au début de l'exécution du marché.

Chaque véhicule doit être équipé des installations matérielles conformes aux conditions de transport d'enfants de moins de 6 ans (sièges auto, bloc ceinture) et homologués conformément aux obligations définies par l'arrêté du 12 décembre 2017.

En cas de panne de véhicule : le titulaire s'engage à remplacer tout véhicule en panne par un véhicule répondant aux mêmes caractéristiques. Ce remplacement doit pouvoir être effectué dans un délai maximum d'une heure, de sorte à ne produire aucun désagrément quant à la bonne exécution de la prestation.

Toute modification en cours de marché doit faire l'objet d'une information préalable au CHGR en transmettant la fiche technique du véhicule. Le CHGR se réserve le droit de refuser les moyens matériels non conforme aux dispositions.

#### *4.2.2 Hygiène des véhicules*

Le titulaire doit se conformer au protocole d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le mémoire technique du titulaire fournit le ou les modes opératoires relatifs à l'hygiène des véhicules. Il doit préciser également le matériel et les produits utilisés et disponibles dans le véhicule.

Le CHGR se réserve le droit de vérifier à n'importe quel moment l'état général des véhicules utilisés.

#### *4.2.3 Assurances*

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné à l'occasion ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

En outre, le titulaire est tenu d'informer le représentant du CHGR de toute modification afférente à sa police d'assurance dans les 15 jours qui suivent sa décision.

Le titulaire est tenu de présenter chaque année au représentant du CHGR, à l'appui de la demande de règlement de la facture relative au premier mois de l'exercice, une attestation délivrée par la compagnie justifiant le paiement de la prime relative à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans les dispositions du contrat souscrit par le titulaire, ce dernier est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Tout dégât causé est à la charge du titulaire du marché.

### **4.3 - Les moyens humains**

#### *4.3.1 Cadre général*

Le personnel du titulaire est responsable :

- De la surveillance des enfants jusqu'à leur prise en charge par le personnel du lieu d'accueil et/ou jusqu'à leur prise en charge par les représentants légaux aux domiciles,
- Du matériel mis le cas échéant à disposition par les représentants légaux des enfants (coquilles, fauteuils,...),
- Des effets personnels des enfants.

Le conducteur est aussi accompagnateur de l'enfant qu'il transporte.

Il doit être formé pour réagir face aux différentes situations et toujours laisser l'enfant en position sécurisée.

Il doit être équipé d'un moyen de communication rapide.

En cas d'empêchement de l'un de ses conducteurs accompagnateurs (maladie...) ou en cas de force majeure (intempéries, ...), le titulaire doit prévenir le plus rapidement possible le C.H.G.R. (SESSAD) et la famille.

Le titulaire précise dans le mémoire technique les dispositions adéquates pour gérer les aléas (retards, remplacements, ...) et doit apporter le plus promptement possible une solution à cet empêchement.

Les professionnels de l'U.E.M. se réservent le droit de ne pas confier le ou les enfants au conducteur accompagnateur au départ d'une école s'ils considèrent que les conditions normales de transport ne sont pas réunies ou si le comportement du conducteur accompagnateur paraît suspect.

Dans ce cas, le titulaire doit rapidement trouver une solution de remplacement et assurer tout de même la réalisation du circuit. Les éventuels frais supplémentaires sont à la charge du prestataire.

#### *4.3.2 Formation et Licence*

Le titulaire doit justifier des titres (permis B, Carte d'identité) et qualifications requis des membres de son personnel conformément à la réglementation en vigueur et doit informer le CHGR de tout changement susceptible d'intervenir quant à l'agrément de son entreprise, comme prévu à l'article 8.1.2 du règlement de consultation.

Le titulaire doit prévoir une sensibilisation des conducteurs accompagnateurs à l'autisme afin de leur permettre d'appréhender au mieux les enfants qu'ils auront à prendre en charge.

En amont de l'exécution, le titulaire s'engage à fournir la copie de sa licence pour le transport intérieur de personnes par route pour le compte d'autrui.

Le titulaire s'engage à aviser dans les meilleurs délais le CHGR de tout changement susceptible d'intervenir quant à la licence pour le transport intérieur de personnes par route pour le compte d'autrui de l'entreprise.

Le titulaire s'engage à communiquer au CHGR, sur simple demande, tous les justificatifs concernant les renseignements demandés aux articles 4.1, 4.2.3, 4.3.2 et à lui notifier toute modification les concernant. En cas de non-respect, le CHU de Rennes peut résilier le marché de plein droit sans préavis ni indemnité.

#### *4.3.3 Confidentialité, secret professionnel, déontologie*

Comme précisé à l'article 5.2 du CCAP, il est rappelé que le personnel du titulaire est soumis au strict respect de la confidentialité. En particulier, le conducteur accompagnateur est tenu à une obligation de discrétion d'usage et de confidentialité en ce qui concerne l'état de la personne transportée dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Il est attendu de la part des professionnels agissant pour le compte du titulaire, un comportement aimable, avenant et souriant conforme aux obligations de la Fonction publique.

#### *4.3.4 Respect des usagers*

- Dignité : au cours de la manipulation, le personnel chargé d'exécuter les prestations respecte l'intégrité physique, la pudeur, la dignité ainsi que le confort des enfants transportés.
- Secret professionnel : le personnel chargé d'exécuter les prestations est tenu à une obligation de discrétion et de confidentialité quant aux conditions d'exécution des prestations objet du présent marché et aux informations qui lui sont communiquées (identité des enfants et de leurs représentants légaux, pathologies, origine etc...)

De plus, le titulaire obéit aux obligations suivantes :

- Il engage sa responsabilité pour les objets éventuellement transportés ;
- Il est responsable des conducteurs accompagnateurs en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution de la prestation, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

#### **4.4 - Situations exceptionnelles**

Lors d'un événement exceptionnel (panne du véhicule, accident, blocage routier) survenant, soit au départ du circuit, soit en cours de circuit, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires et possibles et prévient les personnes référentes (renseignements communiqués lors de la mise en place du marché).

Le titulaire est tenu d'assurer la continuité de service, hors cas de force majeure, notamment en cas de grève précédée d'un préavis.

En cas d'absence d'un conducteur accompagnateur : le titulaire s'engage à disposer de conducteurs accompagnateurs remplaçants en cas d'empêchement de l'un d'eux.

En cas d'enfant malade :

- au domicile (le matin), le conducteur accompagnateur est prévenu par les parents au moins 1h00 avant l'horaire de prise en charge de l'enfant. Si le titulaire n'est pas prévenu à temps et que le trajet a été effectué, la prestation est facturée intégralement ;

- à l'U.E.M et que l'état de santé de l'enfant nécessite qu'un parent vienne le chercher, l'équipe de l'U.E.M contacte les représentants légaux qui viennent le récupérer. Le conducteur accompagnateur est informé à son arrivée à l'U.E.M ou dès que l'équipe est informée si l'enfant était seul dans le transport.

## **ARTICLE 5 - SUIVI DES PRESTATIONS**

### **5.1 - Contrôle des prestations par le CHGR**

Le SESSAD est chargé de contrôler la bonne exécution des prestations définies au présent CCTP (le nombre de jours de prise en charge réellement effectués sera impérativement contrôlé).

Les équipes renseignent quotidiennement les transports réalisés.

Le SESSAD transmet ces données à la fin de chaque mois à la Direction des Services Economiques du CHGR.

En cas de non-respect des horaires de ramassage, ainsi qu'en cas de qualité insuffisante des prestations (propreté du matériel, absence de matériel obligatoire...) signalés par les personnes responsables, est mis en place un entretien contradictoire avec les personnes concernées. En cas de persistance du litige, le CHU de Rennes pourra après une mise en demeure écrite, résilier le marché sans indemnités conformément à l'article 41 du CCAG FCS.

### **5.2 - Reporting du titulaire au CHGR**

Le titulaire est tenu de transmettre au CHGR le tableau des indicateurs du mois précédent :

- Nombre de transports réalisés,
- Taux de ponctualité,
- Résultat de l'enquête de satisfaction des représentants légaux des enfants sur la partie « organisation des transports ».

Les manquements du titulaire, constatés par le SESSAD font l'objet d'un courrier recommandé au Titulaire. Après deux courriers constatant la survenue du même évènement en moins de deux mois, une pénalité est appliquée en fonction de la nature du manquement. Les pénalités sont décrites à l'article 13.1 du CCAP.